

SOUS EMBARGO



Interview réalisée par Anne Cheyvialle, à paraître le dimanche 5 avril 2020

Le FIGARO. - Que ressentez-vous face à cette double crise, sanitaire et économique sans précédent ?

Pascal LAMY. - Il y a encore énormément d'incertitudes sur les évolutions sanitaires et économiques, et donc sociales, en particulier aux USA et en Afrique. Même si c'est risqué, il faut pourtant absolument penser à l'après pour l'organiser. Cette crise est totalement inédite. Nous n'avons jamais vu les Etats, en temps de paix, ralentir à ce point l'économie pour sauver des vies humaines.

Les dégâts économiques vont être importants en pertes de production et de capital. Il faut s'attendre à une forte récession. Personne ne croit à un scénario de reprise rapide en V, au mieux en U et encore, elle sera probablement très étalée.

Quel sera l'impact sur le commerce mondial ?

Massif sans aucun doute, mais ce n'est pas essentiel. La question derrière, c'est mondialisation ou démondialisation, et sous-jacente, celle du capitalisme de marché dont la mondialisation est la forme contemporaine. La crise nous dit deux choses. Nous sommes dans un monde globalisé, interdépendant et face à une menace, les Etats adoptent des réflexes de repli. Il y aura une reconfiguration de certaines chaînes de production mondiales. On pense évidemment au secteur médical.

Est-ce que cela veut dire relocaliser ?

Pas nécessairement. Je parlerai plus de diversifier les sources d'approvisionnement. Les multinationales seront davantage incitées à ne pas mettre leurs oeufs dans le même panier, ce qu'elles avaient commencé à faire depuis 2008 et Fukushima. Prenons une entreprise médicale ou technologique, elle n'aura plus une seule usine en Chine dans sa chaîne de transformation mais peut-être trois, dont une seule en Chine. En même temps, il peut y avoir un allongement des chaînes de valeur dans les prestations digitales, services aux entreprises ou aux ménages, comme la télémédecine.

N'est-ce pas difficile pour les multinationales de revenir en arrière ?

Cela dépend des secteurs. Si vous voulez relocaliser une raffinerie, c'est compliqué. Le textile haut de gamme ou telle ou telle molécule, c'est plus facile. Les entreprises multilocalisées doivent arbitrer entre risque et profit. Délocaliser répond à la logique de profit et d'efficacité. L'entreprise va produire là où c'est le plus productif et le plus rentable. En multipliant ses chaînes de production, elle va probablement perdre en efficacité mais verser

davantage de salaires en logistique par exemple. Ce fameux arbitrage entre profit et salaire est la question systémique du capitalisme de marché. Ce n'est pas un problème si les concurrents agissent de la même façon. A court terme, l'entreprise sera peut-être moins rentable mais sur le long terme plus résiliente. Ce qu'elles perdent en coûts de production, elles le récupéreront au bout d'un moment sur les primes d'assurance.

Vous évoquez le repli des Etats. Est-ce que cette crise entraîne plus de protectionnisme ?

Oui, provisoirement, dans le secteur médical., mais cela n'a rien à voir en proportion avec le protectionnisme imposé par les États-Unis depuis quatre ans. Pour faire face à l'épidémie, les Etats ont imposé des restrictions à l'export, il y a toujours des clauses de sauvegarde en cas d'urgence. Elles se sont vite assouplies à mesure que d'autres sources d'approvisionnement apparaissaient. On l'a vu sur les masques. Le danger, maintenant, ce sont les restrictions alimentaires qui feraient flamber les prix. L'économie chinoise repartira avant l'Europe et l'Europe avant les USA. Il faut que la courroie de transmission des échanges internationaux facilite la reprise.

Dans cette reconfiguration de la mondialisation, les Etats ont peu de marge de manœuvre ?

C'était vrai avant. Le soutien massif, les milliards de milliards d'argent déversé par les Etats et les banques centrales changent la donne. Cela va se traduire par des nationalisations de fait - cela s'amorce dans l'aérien - et des interventions plus fortes en matière de contrôle des investissements. Si les valorisations demeurent ce qu'elles sont, il y aura des opportunités à saisir. Les Etats seront vigilants sur ces bonnes affaires qui pourraient avoir des conséquences sur leurs stratégies industrielles. Ils vont aussi conditionner l'accès aux aides. On voit les discussions sur les dividendes. L'argent "hélicoptère" ne restera pas longtemps sans conditions, ce qui infléchira le capitalisme de marché. Ils peuvent aussi lier les plans de relance à la transition environnementale. Cette crise va changer le rapport de force entre Etats et entreprises.

Vous parlez climat. Cette urgence ne risque-t-elle pas au contraire de passer au second plan ?

Ce débat doit avoir lieu. Repart-on « comme avant » ? Ou bien met-on l'accent de la relance sur l'offre pour accélérer la décarbonations de nos économies ? La discussion a commencé à Bruxelles où la Commission européenne avait fait du "pacte vert" l'axe stratégique de son mandat quinquennal. Il serait navrant que le changement de rapports de force entre le capitalisme et les pouvoirs en charge des biens publics, surtout au niveau européen, ne parvienne pas, en sortie de crise, à saisir cette formidable opportunité de réaligner le court terme et le long terme dans l'intérêt commun.

On voit surtout une Europe divisée face à la crise...

Logique et prévisible, au début. Ce sont les Etats avec leurs compétences régaliennes qui montent en première ligne face à un virus, et pas l'UE. Cela n'empêche pas le besoin solidarité européenne, comme l'a dit Jacques Delors. Avoir laissé tomber les Italiens, une fois encore, est une faute. On voit bien qu'il va nous falloir un énorme bazooka financier, d'où l'idée d'un emprunt européen permettant d'égaliser entre nous le prix de la dette. Si l'Allemagne ne veut pas de coronabonds, et bien faisons sans l'Allemagne ! Lançons une

émission avec la masse critique d'une douzaine de pays du Nord et du Sud. Je crois qu'il sera difficile à nos amis allemands de ne pas suivre.